

WALUNGU APRES LES MUDUNDU 40 : ETATS DE LIEUX

Fin Avril 2003

0. INTRODUCTION

Depuis le lundi 7 avril 2003, le RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) a lancé une offensive en territoire de Walungu pour y déloger les forces de la milice Mudundu 40, son ancien allié, qui contrôlait déjà une vaste partie de ce territoire ainsi que d'autres parties des territoires l'environnant(Kabare et Mwenga).

Ces affrontements ont causé des morts, des blessés, des traumatisés de toute sorte, et surtout des déplacements massifs des populations. Pendant ces premiers jours, la cohabitation entre les militaires et la population est très difficile. Un climat de suspicion se fait sentir de partout. Pour plusieurs militaires du RCD, tous les jeunes qu'ils voient ne sont que des Mudundu 40 déguisés et dont il faut se méfier ou traiter comme tel.

Pour la population civile, la présence des militaires, au lieu de rassurer, inquiète. En cela elle a justement raison puisque au cours de ce premier mois, les soldats du RCD ont pillé des biens et violé des filles et des femmes dans plusieurs localités du territoire. Le fait que les atrocités aient été plus graves dans certains villages que dans d'autre reste un mystère qu'il faille que l'avenir élucide.

Y avait -il eu erreur ou préméditation ? Dans ce dernier cas à qui cela pouvait-il profiter ?

Tout compte fait, on relève que malgré les traumatismes de tous premiers jours qui se trouvent encore frais dans les mémoires, une petite lueur d'espoir est en train de pointer à l'horizon ; pourvu que ça dure.

Dans le territoire de Walungu, opèrent aussi d'autres groupes comme les mayi- mayi dits FAC du général Padiri et des groupes des combattants hutus rwandais portant plusieurs appellations (Interahamwe, FDLR ou ALIR). Depuis que les Mudundu 40 sont en déroute, les activités de ces groupes sont de plus en plus intenses avec tous ce qu'ils comportent comme négativité.

Dans chacun de 16 groupements qui constituent la seule collectivité de Ngweshe, le scénario est le même : Plusieurs cas des violations des droits humains enregistrés, une situation humanitaire qui frôle la catastrophe et l'incertitude du lendemain.

Ce rapport fait un état de lieux de la situation du territoire de Walungu après la mise en déroute des Mudundu 40. Il complète et corrige notre rapport du 16 avril 2003 dans lequel nous avons établi un bilan non exhaustif de la première semaine des hostilités entre les RCD et les Mudundu 40.

I DE VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

1 .ATTEINTES A LA VIE

Nous confirmons que plus de 55 personnes (civiles) ont perdu leurs vies lors des affrontements ou des actions punitives menées par les militaires du RCD dans certains villages de la collectivité chefferie de Ngweshe entre le 7 et le 14 avril 2003. Une vérification dans les villages auprès des familles des victimes et des leurs voisins, nous a permis de constater ce qui suit :

A Izirangabo

NAMUHUKA, CIZUNGU, KENTI, CHEKE CHUBAKA et KAHOGOZA sont effectivement morts comme rapporté dans notre premier rapport de 16 avril.

Une autre personne non identifiée vient d'être découverte à Ngando et enterrée par la croix rouge aux environs de l'école secondaire d'Izirangabo.

Son cadavre était en décomposition très avancée qu'il était pratiquement impossible de découvrir l'identité de cette victime (un homme). Peut-être sera-t-elle connue quand toute la population va rentrer du refuge.

A Izirangabo, on relève donc 6 personnes mortes confirmées, dont une non-identifié.

A Karhundu

MULETA (et non Mulota comme l'avions précédemment écrit) ; CIHUSA, M'KULUMA, MUSIKANI et BAHIZIRE, sont bel et bien morts.

BAHIZIRE Sébastien et Baba TUMUSIFU que nous avons présentés comme étant 2 personnes différentes représentent en réalité une même personne.

A Karhundu on a donc enregistré aussi 5 personnes réellement mortes.

La population de Karhundu allègue néanmoins que ce ne sont pas les 5 personnes citées ci-haut qui ont été enterrés (puis déterrés quelques jours après) dans une fosse commune par le RCD.

Un témoin aurait vu 7 corps non identifiées dans les champs non loin du lieu où la croix rouge locale découvrira cette fosse commune le lundi 14 / 4 / 2003.

Autour de la forêt d'Irhunvu

Les 6 personnes qui ont été citées (Mukamba, M'Bomboro, Muhuluza, Mushoshera, Muheha et Luhuha Venant) seraient effectivement mortes. Les 3 derniers sont même enterrés presque au même endroit dans la forêt entre Canjavu et Cigezi.

A Cirhimurhwa

Une personne est réellement tuée. Elle s'appelle Cibandiriza et non Mwera comme préalablement écrit. La confusion est venue du fait que les 2 personnes sont mariées dans une même famille (la famille Mpadu). Notre source savait qu'au moins la victime était le beau-fils à Mpadu.

A Mweqerera

Deo MUBALAMA RUBASHA;
M' MONDO ; les deux enfants de German KAHARA (Bulonza et cikwanine) ;
MWILARHE Shababirhi Pierre ; MAYERI KATASHIRA Gilbert, BALALUKA Katoro ;
BUHENDWA Luhinzo ; MURHEGA Charhondagwa ; Paul BIRURU ; KABUDOGO
Luhinzo ; MUHAGAZA, Benjamin KAHIRHI ; CINAMULA Cinama et MUGISHO
Cinamula se trouvent dans notre premier rapport et sont réellement morts.

Par contre

Gervais KAHARA BALEMBA que nous avons repris sur la 1ère liste comme mort, est grièvement blessé (mâchoire broyée) et se trouve interné à l'hôpital général de Walungu pour des soins. Nous l'avons cru mort puisqu'en effet, il était avec d'autres personnes qui sont mortes et lui même a passé une journée et une nuit endormi à côté des cadavres avant qu'il «ne réalise qu'il était encore vivant ».

KAHIRHI Pierre est vivant. Ses voisins l'ont cru mort incendié dans sa maison puisqu'ils ont fait 3 jours sans savoir sa destination après les événements.

MUHALA est mort de maladie et non de la guerre.

MUDOSA et KULUMA n'ont pas été tués, mais ils ont été incarcérés, ligotés, et libérés 24 heures après. Le premier est un enseignant (directeur adjoint) de l'EP Cirhundu et le second infirmier au centre de santé.

Il faut signaler que dans ce quartier de Mweqerera, d'autres personnes mortes ne figuraient pas sur notre première liste. Il s'agit de :

- MUGONEKE Lwirungu
- BIRINDWA Ruhamy
- M' RUBOVU (Madame Bakububwa) et
- SIFA SHOSHO (cette petite fille de 10 ans a été retrouvée plusieurs jours plus tard et son corps était en décomposition très avancée) .

BAHATI KAVUNGIRWA a été grièvement blessé ; il est actuellement soigné à Bukavu où ses frères ont réussi à l'évacuer.

Ainsi donc dans le seul quartier de Mweqerera, il y a eu 21 personnes tuées en deux jours (vendredi 11 /04 et samedi 12 /04).

A Cikamba

MOPAPE, MASHAURI et MUKOMBE Cikuru sont réellement morts.

A Lukumbo

Les deux personnes mortes que nous n'avions pas su identifier autrement que comme fils à Zahinda dans notre premier rapport sont :
MPARANYI CIKOROHU BAHATI et KULIMUSHI MULIKUZA ZAHINDA.

A Cibanda / Burhale

DARHI NAMWIJIMA est bien mort.

Par contre, nous avons pu vérifier que Kabego RUHAMANYI et Legos LWABAGUMA représentent la même personne et elle est vivante seulement lorsque les militaires du RCD ont attaqué son quartier, il était avec un des ses amis du quartier voisin de Cibeke nommé Claude MUSHAGALUSA. Ils ont pris fuite ensemble mais une balle a atteint son ami qui est mort et lui s'est caché dans un WC où il a passé plus de 48 heures. Ses voisins et ses proches le croyait mort.

A Bushadu / cibinda

MAKUNGU est vivant. Le cadavre trouvé sur la route derrière chez lui et qu'on croyait être le sien n'a jamais été identifié. Il a été enterré sans être identifié.

Faustin MULUME et son visiteur LUKONGA (qui serait originaire du quartier Mudirhi) sont bel et bien morts fusillés.

A Canjavu

Dans ce quartier non mentionné dans notre premier rapport, une personne a été tuée (Mr Shamali) et une femme grièvement blessée par balles au niveau du genou droit. Elle est actuellement internée à l'hôpital général de Walungu où elle éprouve beaucoup de difficultés à accéder aux soins.

A Mushinga

Dans ce quartier général du commandant ODILON, 3 personnes ont été tuées. Leurs identités n'ont pas été révélées. Pour les militaires du RCD en poste à Lwanshoka / lubona, il s'agissait de Mudundu 40 ; mais pour la population de Mushinga, il s'agit bien des civiles.

Aussi curieux que cela puisse paraître, à **Lubona**, on a déploré aucune perte en vie humaine, malgré une forte présence des militaires du RCD et la crainte qu'on avait du fait que ce quartier est bien celui qui a vu naître le président actuel des Mudundu 40, l'ancien gouverneur du sud Kivu, Mr Patient MWENDANGA.

Outre ces précisions, nous pouvons aussi relever :

- 1) Que personne n'a encore su identifier les 3 corps qui ont été enterrés par la croix rouge locale dans la forêt sur la route Izirangabo - Karhundu. La

population affirme qu'une de ces tombes qui contenait 2 corps a été profanée par les militaires du RCD qui ont déterré ces corps pour les amener à une destination inconnue le 17 avril 2003. Ceux qui fréquentent cette route se rendent compte qu'effectivement, dans cette tombe, il n'y a plus rien.

- 2) Que la fosse commune découverte à Karhundu le 14 avril 2003 et pour laquelle personne ne connaissait jusque là les nombres de corps est aujourd'hui vide.

En effet, la population habitant les alentours de ce lieu confirme que les militaires du RCD, venus dans 2 camionnettes DAIHATSU (une rouge et une blanche) sont venus déterrer et emporter le contenu de la fosse jusqu'à une destination inconnue. Ils ont ensuite incendié la terre avec du carburant pour faire disparaître l'odeur. C'était le 17 avril 2003. Les morceaux de bois utilisés pour ce besoin sont encore visibles sur ce lieu. Une question se trouve alors sur toutes les lèvres : **qu'y avait-il à cacher ?**

- 3) Que la population ne sait toujours pas déterminer avec précision s'il n'y a pas eu d'autres victimes chez le chef de quartier SHOSHO à part MUGONEKE, SIFA SHOSHO, et BIRURU. Des témoins affirment néanmoins avoir déjà vu vivantes, plusieurs d'entre les personnes qui étaient parmi les 15 qui se trouvaient chez Shosho lors de l'incendie de la maison par les militaires du RCD

2 .LES PORTES DISPARUS

Nous relevons d'abord :

1. Que les 5 élèves de Nfuluso et leurs professeurs pour lesquels on avait des inquiétudes sont retrouvés sains et saufs. C'est ici qu'il faut signaler que malheureusement, la victime Déo RUBASHA (déjà citée) a été atteinte juste quand elle revenait voir ces précités, qui étaient ses collègues de classe.
2. Que les enfants MUKAMBA, MUSIMBI et SHILWANGO n'ont pas encore été réunifiés avec leurs familles mais qu'ils sont tous vivants. Ces enfants se trouveraient à Cishumba et leurs parents sont à Lukumbo.
3. Que ZEBBA BISIMWA qui travaille pour MESEP et qui était enlevé par des militaires a été relâché sain et sauf. Il a été suffisamment traumatisé. Mais cela importe peu dit-il.
4. Plusieurs personnes ne sont toujours pas retrouvées ni leurs destinations connues. Il est néanmoins tôt de dire quoi que ce soit sur leurs sorts. Il faudra attendre le retour de tous les déplacés dans leurs villages pour pouvoir réaliser un recensement exhaustif.

3 .DES VIOLS ET VIOLENCES FAITS AUX FEMMES

Nous sommes tentés de croire que les militaires du RCD ont utilisé le viol comme arme de guerre. En effet, dans chaque quartier que nous avons visité de Mugogo à Mushinga en passant par Walungu centre et Burhale, nous avons reçu plusieurs plaintes des femmes et filles violées par des militaires du RCD.

A Kalengera (paroisse de Mugogo), mademoiselle Espérance LWABAGUMA a plutôt acceptée de mourir d'une balle dans la tête au lieu de se faire violée par 2 militaires du RCD, non autrement identifiée.

Voici quelques autres cas de filles et femmes violées depuis le début des hostilités :

- A Walungu centre (Cibarhama et environs)

SIFA (15 ans) ; NSIMIRE (21 ans) ; M' KALOLO (43 ans) ; M'BOMBORO (53 ans).

Une douzaine de filles et femmes de ces villages auraient été victimes des viols mais souhaiteraient garder l'anonymat pour des raisons évidentes de sécurité et surtout de pudeur.

- L'infirmier du centre de santé de Burhuza, fait état de 6 cas de viol qu'il a enregistrés depuis le début des hostilités.
- A Cibanda, une fillette de 4 ans (Konkwa Birhayere) et sa mère M' cihiga ont été violées par des soldats du RCD qui sont basées à Mashango / Burhale. Il en est de même de Nabintu KARHAMBWA (22ans).
- A Lukumbo, Madame Lusamaki et mademoiselle Nzigire ont été violées par des militaires du RCD le samedi 12 avril 2003.
- A Luhoko ; l'épouse de Mr KASHINGA a été violée par 4 militaires. Elle n'a toujours pas eu des soins. La femme de BISIMWA (25 ans) a aussi été violée. Les militaires du RCD auteur de ce forfait habitent Kamangala (Institut Nfuluso).
- A Mubondwe ; Madame NAMANVU M' RUDAKANGWA a été violée de même que la fillette NANKANFU Cihiza (7 ans). Cette dernière est actuellement soignée à Muzinzi. Ce forfait a été commis le mardi 22 / 4 / 2003 par des militaires du RCD basés à Mubondwe et Mashango.
- Les militaires du RCD ont ravis 250 \$ à madame MURHANGA, chez elle à la maison à Burhuza / Burhale le 14 / 04 /2003. Cet argent provenait de la vente de leur parcelle.
- A Mwegerera, 6 femmes auraient été violées ; parmi lesquelles madame BUGOTI, jeune mariée enceinte de 4 mois. Des voisins de cette victime affirment que Mr BUGOTI n'est plus disposé de la prendre comme femme. Toutes ces frustrations font que plusieurs femmes choisissent plutôt de se taire que de s'attirer des ennuis dans leurs foyers et dans leurs communautés. Pourtant ennuis, il y en aura toujours ; puisque demain ce sera les maladies sexuellement transmissibles et le VIH / SIDA qui vont faire leur apparition.
- Dans les groupements d'Izege et Ikoma, ce sont les interahamwe qui font leurs incursions dans des villages chaque nuit pour enlever des filles qu'ils amènent avec eux dans les montagnes vers Mulume munene. Il en est de même dans le groupement de Kaniola où 11 filles et femmes ont été enlevées et amenées dans la forêt vers Ninja par des interahamwe ou des personnes qui se sont présentées comme telles, le samedi 19 avril 2003.

Suite à cette situation qui menace particulièrement les femmes , les groupements de Mushinga, Lubona, Burhale, Izege, et d'Ikoma se sont presque complètement vidés de leurs filles et jeunes femmes qui se sont déplacées vers la ville de Bukavu (pour celles qui ont eu le moyen et la voie). Celles qui sont restées au village ne passent pas la nuit dans les maisons mais bien dans la brousse. **Combien de temps cela pourra-t-il durer?**

4. PILLAGES ET DESTRUCTIONS MECHANTES

Il est encore tôt et il sera peut être difficile d'établir un bilan exhaustif des pillages qui ont suivi les événements de Walungu ; De Mushweshwe à Mushinga, en passant par Mugogo, Walungu centre et Burhale, nous ne connaissons pas un seul quartier où les militaires du RCD n'ont pas pillé presque maison par maison , emportant tout ce qui est emportable et détruisant ce qui ne l'est pas.

Certains militaires du RCD en opération à Walungu récoltent et consomment les produits des champs que les populations ont abandonnés au moment où ceux-ci meurent de faim dans leur refuge. C'est le cas à Kaniola, à Mwegerera et Mushinga par les militaires basés respectivement à Ngando, à Mwegerera et à Lwanshokolubona.

Pendant les 3 premiers jours des opérations, les militaires du RCD ont pillé complètement les paroisses de Burhale, Kaniola et Mubumbano ainsi que les centres de santé et nutritionnelle associés à ces paroisses. Il en a été de même pour la mission protestante (CELPA) de Burhuza ainsi que son centre de santé qui était appuyé par Malteser.

L' Institut Nfuluso, le lycée Kamangala, l'Institut technique professionnel de Burhuza (ITP), l'Institut Karhagwa de Mubumbano et l'institut Pédagogique de Burhuza ont tous été complètement pillés. Les bureaux des préfets ont été particulièrement saccagés.

Plusieurs maisons ont été brûlées par les militaires du RCD dans le groupement de Burhale. Dans le seul quartier de Mwegerera on peut citer 18 familles pour lesquelles les maisons ont été brûlées le 12 avril 2003 :

Il s'agit de :

- IPERU
- JAQUES MUSUMBI
- NYANKOZI
- BINENWA
- Dieudonné MUNYIFO
- NYORHA
- MWILARHE
- MUHAGAZA
- MBOTE
- MUHALA
- NYABUDIKU
- MUNGUAKONKWA BUHENDWA
- DUNIA MUSIMBI

- MAZAMBI MUSIMBI
- MUNYIFO Concilie
- MANYUKU MUNYIFO
- NTASHANGIRA KASHEMWA
- MUTYOGOZI NYANKOZI Raphaël

Au moment où nous rédigeons ce rapport, des pillages du bétail (petit et grand) continuent (même si c'est à moindre échelle) dans les villages environnant les positions des militaires : Luhoko , Lukumbo, et Mushinga.

Les autorités militaires du RCD basées sur terrain ont promis de juguler cet état de chose qui bloque le retour de plusieurs déplacés.

III SITUATION HUMANITAIRE

De Mushweshwe à Mushinga, ex siège de M 40, au fur et à mesure que la guerre avançait, les populations civiles se déplaçaient fouillant les hostilités et les exactions des militaires du RCD qui manifestaient une colère hors du commun. Aujourd'hui, des déplacés sont concentrés dans des villages environnants Burhale qu'ils jugent encore sécurisés (Cishumba, Ifuna, Njove, Mudirhi ...). Ceux de Mushinga se trouvent à Lubona, Irongo et même dans la collectivité voisine de Burhinyi. Ils ont quitté leurs villages, déjà dépourvus de tout et vont dans d'autre, aussi très pauvres pour supporter leurs propres populations. La faim et les maladies font déjà des ravages dans les camps de fortunes. Une aide humanitaire d'urgence s'impose si l'on ne veut pas voir les déplacés et ceux qui les ont accueillis mourir de faim et d'autres maladies évitables et grossir ainsi les rangs des victimes.

A Cishumba, on a déjà enregistré quatre morts de maladies qui auraient pu être soignées dans une situation normale.

Nous rappelons que les centres de santé ont été pillés par les militaires du RCD et le personnel soignant sont en fuite. Il faudra donc rétablir la sécurité et la confiance pour que le personnel soignant puisse rejoindre leur poste d'attache. Naturellement les installations sanitaires auront un besoin de réhabilitation et d'approvisionnement en médicaments de toute première nécessité. Les organisations d'aide devront aussi assister la population en leur distribuant des vivres et non vivres pour qu'elles refassent la vie.

Les infrastructures scolaires détruites ou endommagées sont une menace sérieuse pour l'avenir de la jeunesse. Tout le monde sait que faute d'infrastructures ou d'équipements scolaires, plusieurs jeunes de ce milieu vont abandonner le chemin de l'école. Or, c'est précisément cette jeunesse non scolarisée, désœuvrée et non encadrée qui est souvent manipulée par les pêcheurs en eau trouble que sont les politiciens en mal de positionnement. Aussi, faudra-t-il se demander ce que deviendrait demain ce milieu si sa jeunesse ne peut pas être préparée pour des responsabilités importantes. Cette préparation ne se fait nulle part ailleurs qu'à l'école. Donc pour sauver la jeunesse , prévenir les prochains conflits et envisager l'avenir avec confiance, il faudra nécessairement investir dans des écoles et l'instruction, secteurs aujourd'hui détruit par la présente guerre. La section Humanitaire de la MONUC vient de montrer un bon exemple en facilitant le transport des finalistes des humanités des écoles de Burhale, de Mulamba et de Mushinga pour la passation de leur épreuve de dissertation à Walungu centre. C'était le dimanche 27 avril 2003.

Que les autres bonnes volontés suivent, puisque des vies humaines sont menacées.

IV . QU'EN EST-IL DE LA PARTICIPATION DE L'APR ?

Dans les rues de Bukavu et dans certaines presses tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, des rumeurs continuent à faire état de la présence des éléments de l' APR en RDC. Nous confirmons que parmi les militaires du RCD en opération à Walungu, nous avons rencontré des rwandophones qui opèrent aux côtés des lingalaphones et des swahiliphones. Pour nous, ce fait n'est pas un argument solide pour confirmer la présence de l'APR . Cela d'autant plus que ces militaires pourraient bien être des rwandophones congolais du Nord-Kivu ou des Banyamulenge que les non-initiés différencient difficilement des rwandais.

Le Rwanda nie que son armée ne se trouve pas encore en RDC ; mais un militaire du RCD que nous avons rencontré à Burhale ce mardi 15 avril 2003, qui a requis l'anonymat, affirme qu'ils recourent presque toujours à des conseillers rwandais partout où ils sont en opérations sérieuses. Cela pourrait être le cas à Burhale !

V . LE SORT DES ENFANTS SOLDATS MUDUNDU 40

Les forces de Mudundu 40, aujourd'hui en déroute, comptaient en leurs seins plusieurs milliers d'enfants.

Des sources officielles de Mudundu 40 faisaient état de plus de 4000 enfants que les animateurs de ce groupe armé s'étaient même déjà engagé à démobiliser.

Lors de la seule résistance de Mudundu 40 dans la forêt dite « IRHUNVU », séparant les villages CANJAVU et LUKOMBO, ce sont des enfants qui ont été placés sur la première ligne de front.

Conséquence : 8 cadavres d'enfants seront retrouvés dans cette forêt et enterrés par la Croix-rouge locale et la population

Que sont devenus les autres ?

On sait maintenant qu'au moment fort des combats, les autorités militaires des Mudundu 40 ont décrété un « sauve qui peut » et plusieurs de leurs éléments se sont infiltrés dans la population civile.

S'agit-il d'une désertion ou d'une démobilisation de fait ?

On sait aussi que certains commandants de Mudundu 40 (Jean-pierre BIYOYO et Roger MATONDO) viennent de se rallier au RCD avec quelques uns de leurs hommes, dont des enfants.

De ces éléments actuellement gardés au camps Jules MOKE de Bukavu et que les autorités du RCD veulent déplacer vers le centre d'instruction de NYAMUNYUNYE, il y a une dizaine des mineurs. Il semblerait qu'ils vont y suivre une formation avant d'être réintégrés au sein de l'armée du RCD.

Le commandant ODILON et les hommes qui lui sont restés fidèles (estimés à 1 seul bataillon) ont pris soin de se débarrasser des mineurs avant leur fuite ; il ne reste qu'avec « quelques » enfants parmi ceux-là qui gardent les « fétiches ».

Il est donc clair (et cela se vérifie sur terrain) que le gros des enfants et d'autres éléments Mudundu 40 se trouvent infiltrés dans la population.

Une inquiétude se fait déjà sentir au sein de la population actuellement en déplacement. Ces enfants constitueront sûrement une nouvelle source d'insécurité ; soit parce qu'ils seront traqués par les nouvelles autorités comme déserteurs ou comme bandits, soit qu'ils constitueront eux même des bandes des malfaiteurs difficilement contrôlables puisque connaissant très bien la géographie et les réalités du milieu. La communauté sera placée devant un choix très difficile à opérer : Protéger leurs enfants malgré d'éventuels dégâts ou les livrer à un pouvoir hostile. Il faudra donc un vaste programme d'animation civique aux uns et aux autres pour régler les conflits de cohabitation qui se profile déjà à l'horizon.

VI . LES RETOMBEES DE LA CRISE

Depuis que ces événements ont commencé et avec eux la tragédie de Walungu, il s'observe une crise entre les populations de la collectivité de Ngweshe et celles des collectivités voisines. Au début c'était les bashi de Kabare contre ceux de Ngweshe, mais au fur et à mesure que la crise évolue vers d'autres collectivités(Burhinyi, Luhwinja et Kaziba) , un sentiment de rejet des ressortissants de Ngweshe est en train de se faire sentir. Les voisins de Ngweshe , lui reprochent d'avoir hébergé , entretenu et peut être même d'avoir été trop complaisant avec le groupe Mudundu 40

qui est aujourd'hui en déroute.

On parle déjà des barrières informelles contrôlées par des civiles sur les limites de Ngweshe avec, Kabare, avec Burhinyi et avec Kaziba.

C'est toujours comme ça que ça commence !

Pour MESEP, le fait que le mouvement Mudundu 40 ait eu son siège ou sa base arrière à Ngweshe n'en fait pas une affaire (exclusive) des gens de Ngweshe autant que le RCD n'est pas une affaire des seuls ressortissants de l'Est de la RDC.

La population est informée que ce discours divisionniste qui est entrain de prendre place dans la rue et certains salons ne relève que de la simple manipulation politicienne. Les mutuelles et les organisations à la base doivent redoubler de vigilance

afin de barrer la voie à ces tentatives inspirées du diable . Ce n'est plus le moment d'être distraits . Notre peuple connaît aujourd'hui l'identité complète de ses politiciens et ce qu'ils sont capables de faire pour conquérir le pouvoir ou s'y maintenir.

VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'asbl MESEP suit avec beaucoup d'attention l'évolution de la situation qui prévaut en territoire de Walungu et dans ses environs depuis le déclenchement des hostilités entre l'ANC du RCD et les forces des Mudundu 40 ;

L'organisation MESEP salue les efforts que le RCD est en train de déployer pour améliorer son image dans ce territoire, mais demande à ce mouvement de mener une enquête sérieuse afin d'identifier, de poursuivre et de punir les responsables des actes de barbarie commis dans plusieurs endroits du territoire de Walungu pendant la première semaine des hostilités et en particulier ceux commis dans le groupement de Burhale du 10 au 12 avril 2003.

MESEP recommande en outre au RCD de faire tout ce qui est à son pouvoir pour que la sécurité revienne sur toute l'étendu du territoire de Walungu et ses environs et que les populations déplacées reviennent dans leurs biens. Les autorités militaires veilleront spécialement à la discipline des hommes de troupes et surtout aux positions des militaires qui ne devraient pas être placées entre les maisons des civils

L'organisation MESEP prie instamment les organisations humanitaires oeuvrant au Sud-Kivu d'orienter dans la mesure du possible leurs actions vers la collectivité chefferie de Ngweshe où des vies humaines sont menacées par la faim , les maladies et d'autres fléaux que la solidarité peut déjouer. N'attendons pas qu'il soit trop tard !

MESEP invite aussi les mutuelles et les organisations à la base d'œuvrer pour la connectivité entre communautés afin de bloquer la voie aux manipulations politiciennes qui tentent de profiter du conflit actuel entre le RCD et son ancien allié Mudundu 40 pour diviser la population.

Fait à Bukavu, le 30 avril 2003

MESEP

P.S.

MESEP présente toutes ses excuses à toutes les personnes qui ont lu son premier rapport du 16 avril 2003 pour les quelques erreurs et omissions qui s'y sont glissées.

Le présent rapport a, entre autre pour objectif, celui de corriger ces erreurs.

M E S E P

**MESSAGERS POUR L'EDUCATION ET LA SENSIBILISATION DES ENFANTS A
LA PAIX**

(Education civique, promotion des droits humains et paix)

42 Av. Industrielle Bukavu RDCongo Tél : 00250-08563979 Email : mesep02@yahoo.fr